

Comité Syndical du 8 décembre 2022

L'an deux mille vingt-deux, le huit décembre à dix-huit heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle Aérospatiale d'Allinges sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

ARMINJON Christophe, BASTARD Catherine, BAUD Richard, BERNARD Patrick, BOCHATON Jean-Marc, CHESSEL Pascal, CHUINARD Claire, COLOMER Gérard, COTTET Sophie, DEAGE Joseph, DENNE Jean-Claude, DEVILLE François, GENOUD Pascal, JACQUIER Olivier, LANG Isabelle, LOMBARD Gérald, MORAND Jean-Claude, MORIAUD Pascale, PFLIEGER Géraldine, PODEVIN Christian, TERRIER Jean-Claude, THOMAS Gil.

Délégués suppléants présents / votants :

PARRA D'ANDERT Sophie, BARRAS Olivier, MAURE Dominique, BOZONNET Justin, MICHAUD Marie-Christine, MENOUD Jean-François, FABRE Rémy, GRENAT Maryse.

Absents excusés :

BAUD Jean-Baptiste donne suppléance à Mme PARRA D'ANDERT,
BERTHIER Marie-Pierre donne suppléance à M. BARRAS,
DEMOLIS Cyril donne suppléance à M. MAURE,
GUILLARD Jean donne suppléance à M. BOZONNET,
MARTINERIE Catherine donne suppléance à Mme MICHAUD,
MUFFAT Sophie donne suppléance M. MENOUD,
VENNER Laetitia donne suppléance à M. FABRE,
VUAGNOUX Jean-Louis donne suppléance à Mme GRENAT,
OUCHCHANE Zohra donne pouvoir à M. BOCHATON,
MAXIT Monique donne pouvoir à M. COLOMER.

Secrétaire de séance : Jean-Claude DENNE

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 22

Nombres de délégués suppléants présents : 8

Nombre de pouvoirs : 2

Nombres de votants : 32

Convocation : 1^{er} décembre 2022

Point n°5 – Régime indemnitaire – Institution du Forfait mobilités durables

Mme Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, expose que le forfait mobilités durables est une aide destinée à encourager les modes de transport alternatifs ou durables pour les trajets domicile travail. Créé par le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020, ce dispositif se distingue de la prise en charge des frais d'abonnement de transports publics ou de service public de location de vélos qui s'impose aux employeurs.

Les bénéficiaires sont les agents titulaires et stagiaires, les agents contractuels de droit public, les agents de droit privé.

Le forfait mobilité durable s'applique aux déplacements

- entre la résidence habituelle et le lieu de travail,
- à vélo (musculaire ou à assistance électrique) ou en covoiturage (passager ou conducteur),
- pendant une durée minimale de 100 jours au cours d'une année civile (utilisation de l'un des deux modes de transport éligibles ou les deux alternativement).

La durée minimale sera modulée en fonction de la quotité de temps de travail (temps partiel) ainsi que de la durée de présence (recrutement ou mutation en cours d'année, placement dans une position autre que l'activité).

Le montant annuel est fixé à 200 €, modulé en fonction de la durée de présence de l'agent au cours de l'année et de la quotité de travail.

L'attribution du forfait mobilités durables intervient après déclaration sur l'honneur certifiant l'utilisation de l'un ou l'autre des moyens de transport éligibles à établir par l'agent au plus tard au 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. Le versement a lieu au cours de l'année suivant celle du dépôt de la déclaration. Toutefois, en cas de mutation en cours d'année et si les conditions de durée minimale proratisée sont remplies, le versement aura lieu sur la dernière fiche de paie de l'agent avant son départ du SIAC.

Le SIAC est habilité à contrôler le bien-fondé du contenu de la déclaration sur l'honneur. Pour l'utilisation du vélo, l'agent devra notamment noter les jours où il s'est déplacé à vélo.

Pour qu'un jour soit éligible à la comptabilisation des 100 jours annuels minimum, les conditions minimales sont ainsi fixées :

- le trajet domicile travail doit être d'au moins 500 mètres (à l'aller ou au retour) par le tracé le plus court dans le respect du code de la route (ceci pour que le déplacement soit significatif et donc l'indemnité justifiée),
- tous les trajets domicile travail de ce jour doivent avoir lieu à vélo ou en covoiturage (aller et retour, matin et soir, à la pause méridienne également le cas échéant).

La déclaration sur l'honneur du salarié devra préciser le calendrier des jours proposés au décompte des 100 jours minimum.

Ce forfait est non cumulable avec le remboursement des frais de transports publics ou du recours à un service public de location de vélos, à un logement de fonctions sur le lieu de travail, à un véhicule de fonction, avec un transport collectif gratuit, avec un transport gratuit par leur employeur.

Ce forfait est non cumulable avec une place de stationnement prise en charge par l'employeur et d'usage individuel (carte d'accès individuelle à un parking composé d'une ou plusieurs places de stationnement payants pour véhicules motorisés).

Par contre, si l'agent peut avoir potentiellement accès aux places de parking à usage privatif du SIAC au pied de ses locaux, celles-ci étant non affectées à un agent en particulier mais avec suraffectation (plus de droits d'accès que de places disponibles), l'agent n'est pas exclu du dispositif car cela

- permet justement de délivrer plus de droits d'accès (télécommande) que de places disponibles,
- permet d'éviter le recours à d'autres places de stationnement pour répondre aux besoins des salariés du SIAC, donc est source d'économie,
- et permet à l'agent d'adapter son mode de déplacement aux nécessités de service (exemples : travail en soirée pour réunion, déplacements en voiture personnelle à partir du siège etc...) ou autres contraintes.

Il est précisé que le Comité Technique du Centre de Gestion de la Haute-Savoie a donné un avis favorable à l'unanimité sur ce dossier lors de sa séance du 28 octobre 2022.

Après en avoir délibéré, Le Comité Syndical décide à la majorité (deux contres) des membres présents ou représentés :

- **DINSTITUER** le forfait mobilités durables à compter du 01/01/2023 selon les modalités ci-dessus exposées,
- **DE CHARGER** Mme la Présidente de sa mise en œuvre.



La Présidente,



Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2022 et affichage le / /2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.